

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Laval
Dossier : 1210970-71- 2101
Dossier accréditation : AQ-2001-9594

Montréal, le 8 mars 2021

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : France Giroux

Société en commandite Vanier 2
Employeur

et

Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ)
Association accréditée

DÉCISION

ATTENDU qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail¹ (le Code), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

ATTENDU qu'en vertu du deuxième alinéa de l'article 111.0.17 du Code, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une entreprise qui n'est pas

¹ RLRQ, c. C-27.

visée à l'article 111.0.16 du Code ou d'une association accréditée de cette entreprise, ordonner à ceux-ci de maintenir des services essentiels en cas de grève, si la nature des activités de cette entreprise la rend assimilable à un service public; l'entreprise est alors considérée comme un service public pour l'application du Code;

ATTENDU que la nature des activités de l'entreprise, soit l'exploitation d'une résidence pour aînés, la rend assimilable à un service public;

ATTENDU que l'association accréditée représente :

« Toutes les infirmières et infirmiers, les infirmières-auxiliaires et les infirmiers-auxiliaires, les préposées aux bénéficiaires et préposés aux bénéficiaires, les préposées aux résidents et préposés aux résidents, salariées et salariés au sens du Code du travail. »

De : **Société en commandite Vanier 2**
2400, boulevard Daniel-Johnson
Laval (Québec) H7T 3A4

Établissements visés :

Vice-Versa 467, boulevard Père-Lelièvre
Québec (Québec) G1M 0B8

Boisé 479, boulevard Père-Lelièvre
Québec (Québec) G1M 0A3

Clairière 481, boulevard Père-Lelièvre
Québec (Québec) G1M 0A9;

ATTENDU qu'une grève dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :

DÉCLARE que l'entreprise doit être considérée comme un service public pour l'application du Code du travail;

ORDONNE à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail en cas de grève;

SUSPEND

l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail.

France Giroux

Karine Deblois
Pour l'employeur

/sc